

INTRODUCTION AUX DROITS HUMAINS

Dans le cadre de la démarche d'animation proposée par la Ligue des droits et libertés, janvier 2014
Formation revue par

Comité Juridique du



Et



LES DROITS HUMAINS... QU'EN CONNAISSONS-NOUS DÉJÀ ?

- Qu'est-ce qu'un droit humain selon vous?
- Quel est l'intérêt de reconnaître et défendre les droits humains?
- Connaissez-vous certains droits que nous avons comme être humain? Lesquels?



Les droits humains : une définition

Les droits humains « sont les droits inaliénables de tous les êtres humains, quels que soient leur nationalité, lieu de résidence, sexe, origine ethnique ou nationale, couleur, religion, langue ou toute autre condition ».



Les droits humains sont...

Inaliénables

- Ce sont des droits que nous avons du simple fait d'être humain-e-s.

Universels

- Ils s'appliquent à toutes et à tous, en tout temps et en tout lieu.

Égaux et non discriminatoires

- Ils s'appliquent à toutes les personnes, sans discrimination

Indivisibles et interdépendants

- La privation d'un droit a des impacts sur les autres.

Quelques exemples de droits



Droit d'accès
à l'eau



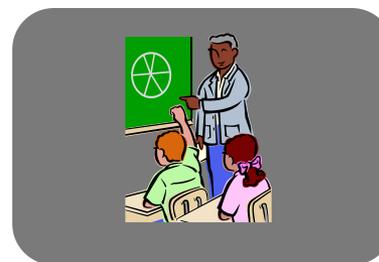
Liberté
d'expression



Droit au
logement



Droit à la
justice



Droit à
l'éducation



Mon droit, ton droit, nos droits...

Jeu de rôle : Comprendre l'interdépendance des droits, c'est-à-dire comment les droits sont liés entre eux.

Objectifs :

- Découvrir les droits humains et identifier des situations où ces droits sont violés
- Se familiariser avec l'interdépendance des droits
- Réfléchir à des pistes de solutions et des éléments de contexte qui favorisent le respect ou non des droits humains



Instructions jeu de rôle dans un sketch

- La durée du sketch doit être de deux à cinq minutes.
- Il doit mettre en scène des personnages du carton de rôles.
- Il doit illustrer le non-respect d'un ou de plusieurs droits de votre liste.
- Les équipes qui le souhaitent peuvent enrichir ou nuancer le sketch en ajoutant davantage dimensions aux personnages (traits de personnalité, histoire de vie, état de santé, religion, revenu, etc.).



Discussion après chacune des saynètes

- Quels droits étaient en jeu dans ce sketch ?
- Comment ces droits sont-ils interreliés ?
- Quels autres droits peuvent être indirectement affectés ?



Retour en grand groupe sur l'exercice des saynètes

- Comment avez-vous trouvé l'exercice?
- Qu'est-ce que cela vous a permis de mieux comprendre?
- Quelles questions le jeu vous amène-t-il à vous poser?
- Selon vous, y aurait-il des situations, des contextes qui sont favorables ou défavorables au respect des droits humains ?

Les droits humains et le droit

Les droits humains	Le droit « positif »
Valables partout, en tout temps (universels)	En vigueur dans un endroit donné, à un moment donné
Font référence à un idéal vers lequel on essaie de tendre	Fait référence à ce qui existe réellement Peut être plus ou moins conforme aux droits humains
Exemple: <ul style="list-style-type: none">• Le droit à un niveau de vie suffisant y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants• Le droit à la santé• Le droit à l'éducation	Exemple: <ul style="list-style-type: none">• La Loi sur l'aide aux personnes et aux familles• La Loi sur l'instruction publique

Les droits humains et le droit

Droit positif
actuel

Droit positif plus
conforme aux
droits humains





Les droits humains, pourquoi?

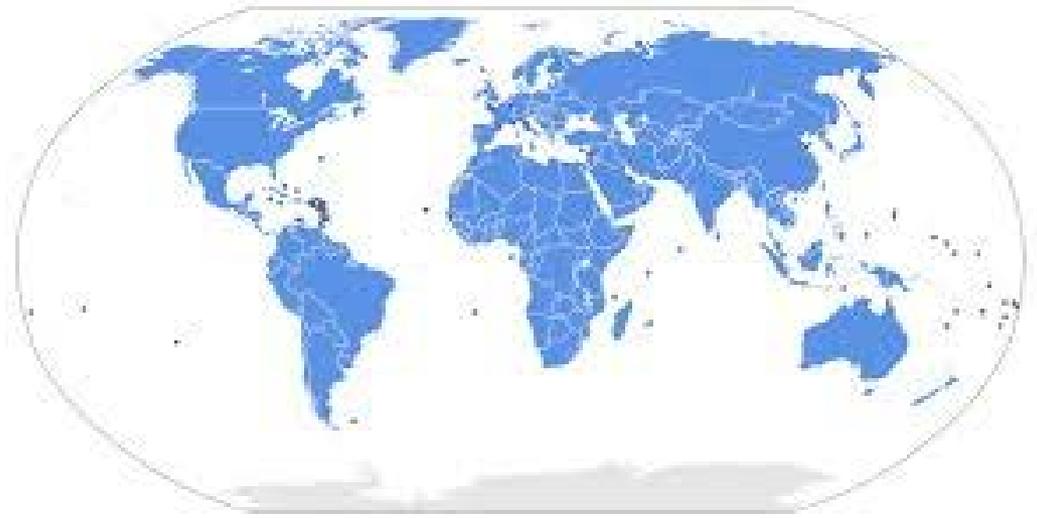
- Libérer les personnes et les groupes de la terreur et de la misère
- Protéger les individus contre les abus de pouvoir
- Protéger contre les personnes, les groupes et les peuples de la domination
- Créer une égalité de droits entre les citoyen-ne-s
- Permettre à tous les êtres humains de vivre dignement



Quelques dates importantes

- **1948**: Adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH)
- **1966**: Adoption des deux pactes qui protègent nos droits:
 - Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP)
 - Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC)
- **1976** : Le Canada et le Québec signent les deux pactes : les gouvernements s'engagent à protéger nos droits

À l'international



Charte internationale des
droits de l'homme

DUDH

PIDESC

PIDCP



Au Québec et au Canada



Charte québécoise
des droits et libertés

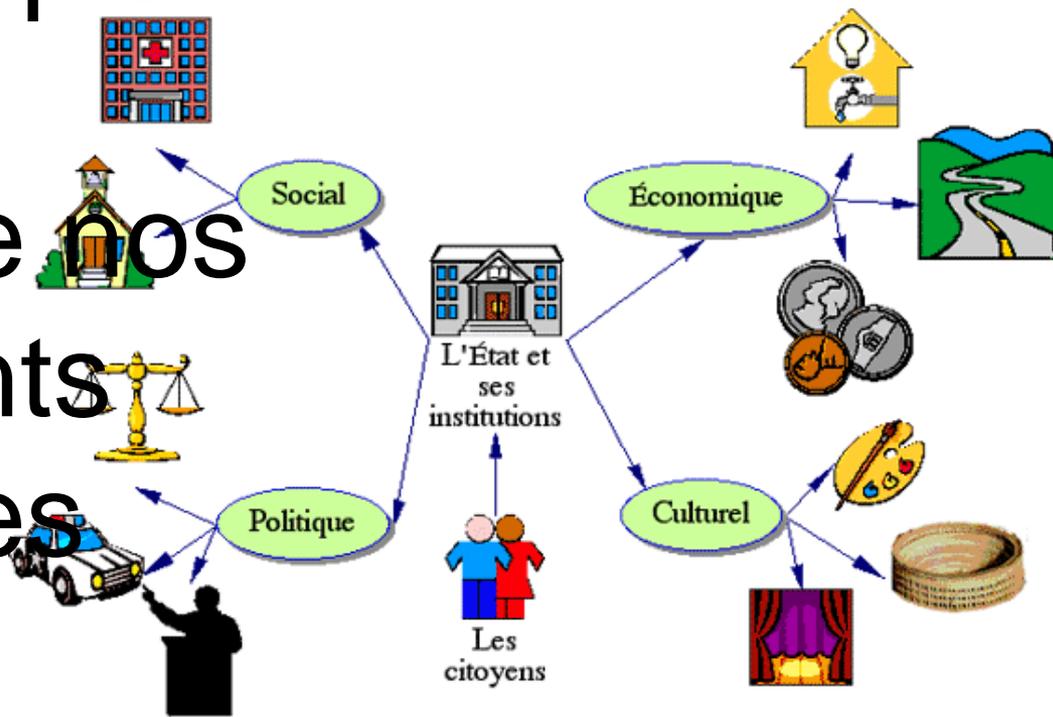
Québec 

Charte canadienne
des droits et libertés

Charte des droits et
libertés de la personne
du Québec

LES DROITS HUMAINS... QU'EN CONNAISSONS-NOUS DÉJÀ ?

- À votre avis, quel sont les obligations de nos gouvernements en regards des droits?





OBLIGATIONS DES GOUVERNEMENTS

En regard des droits humains



Obligation de respecter

Quelques exemples:

- Ne pas adopter de loi discriminatoire ou appauvrissante
- Ne pas nuire aux groupes qui mettent en œuvre des droits (ex: groupes pour la protection de l'environnement, groupes de santé reproductive des femmes)
- Ne pas procéder à des arrestations arbitraires



Crédit photo: Claude Robillard, flickr

Obligation de protéger

Quelques exemples:

- Interdire la discrimination



- Protéger les femmes et les enfants contre toutes formes de violence et l'exploitation sexuelle

- Adopter des lois qui protègent le droit au travail décent et un niveau de vie suffisant



- S'assurer que les entreprises respectent le droit à l'eau

Obligation de garantir

Quelques exemples

- Adopter des mesures de redistribution de la richesse
- Assurer l'éducation au droits et à la citoyenneté
- La sécurité sociale, y compris l'aide sociale
- Des logements salubres et abordables





Défendre nos droits

Quelques voies de recours

Commission et tribunal
des droits de la
personne du Québec

Cour interaméricaine
des droits de l'homme

Quelques
exemples

Comité des droits
économiques, sociaux
et culturels

Comité des droits de
l'homme



Les droits humains un enjeu politique



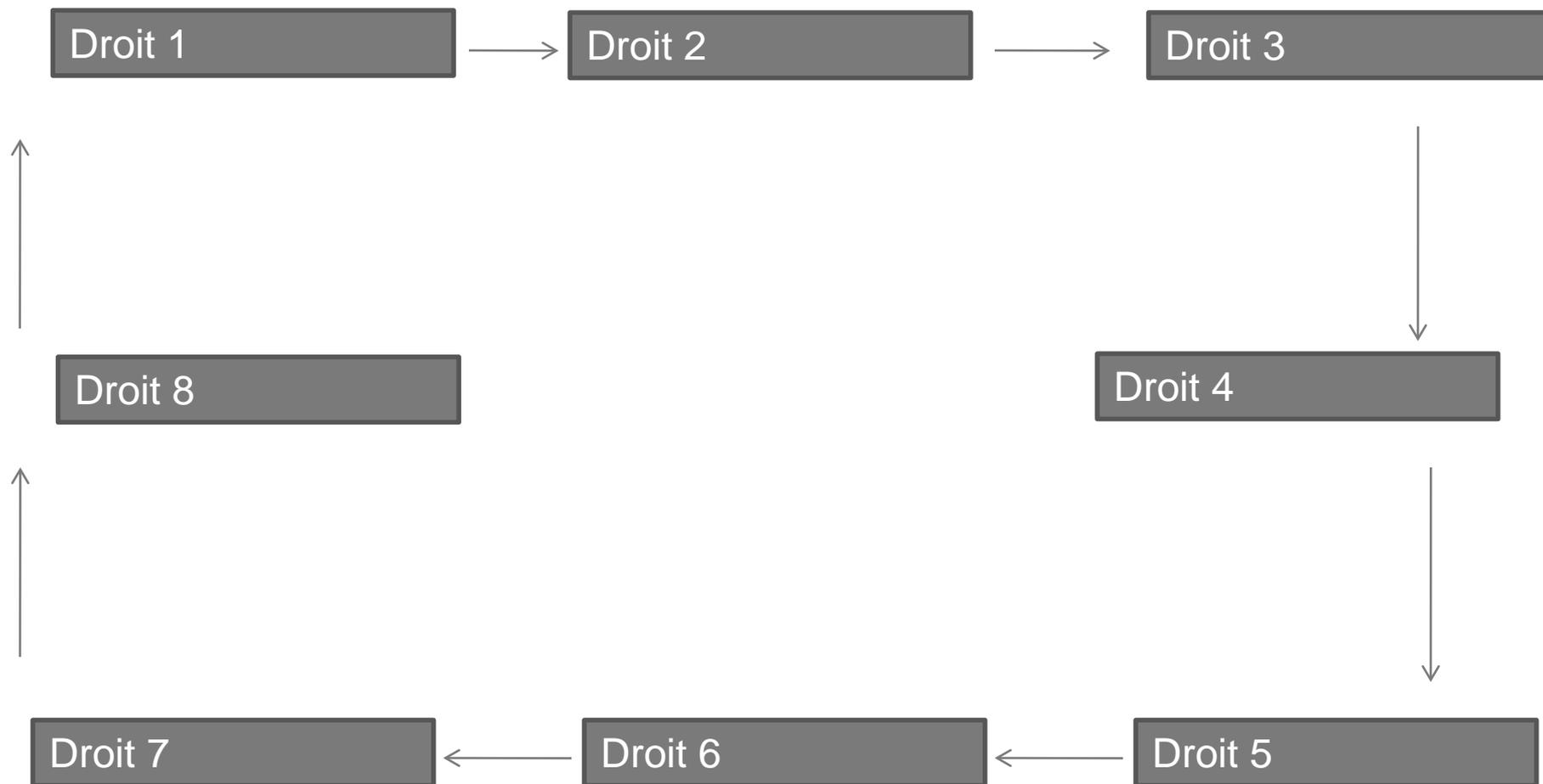
- Éducation aux droits
- Interventions médiatiques
- Débat public
- Mobilisations
- Pressions politiques





L'interdépendance des droits

JEU de l'interdépendance des droits



Autonomie économique

Droit à un revenu décent





Le RSUG

Un moyen de lutter contre la
pauvreté et l'exclusion sociale :

Élimination des étiquettes et des
préjugés

Affirmation/reconnaissance
de la citoyenneté



Exercer sa citoyenneté, c'est...

- Se responsabiliser de sa propre vie, de celles des autres et de son environnement,
- Se former,
- S'impliquer dans l'éducation de nos enfants, dans le développement de la communauté
- Prendre soin de ses parents, d'une personne malade ou en perte d'autonomie,
- Faire mille et une autres choses

Vivre en société est une tâche exigeante qui demande la collaboration de toutes et de tous



VOILÀ POURQUOI NOUS DEMANDONS ...



La reconnaissance des différentes formes de contribution citoyenne par l'instauration d'un Revenu social universel garanti



Favorisent la reconnaissance des diverses formes de contribution citoyenne

- le bénévolat,
- les proches aidant(e)s,
- l'éducation des enfants
- ...
- Valeur du travail non rémunéré au Canada équivaut à 33% du produit intérieur brut (PIB)

<http://www.statcan.gc.ca/conferences/econ2003/valuing-valeur3c-fra.pdf>

GARANTI

Non saisissable
Non imposable

REVENU

\$\$\$ Pour vivre
dans la dignité

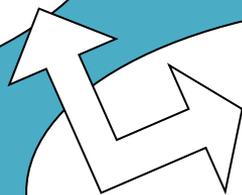
REVENU SOCIAL UNIVERSEL GARANTI

UNIVERSEL

Accessible sans
distinctions, étiquettes,
catégories

SOCIAL

Tous les services publics :
Santé - Éducation
Services sociaux



Les politiques offrant un revenu décent n'est qu'une partie de la solution.

- Les politiques gouvernementales comprennent des systèmes importants qui n'ont pas été conçus spécifiquement pour vaincre la pauvreté, mais qui ont un effet sur la pauvreté.
- Cela comprend notre système de santé, le système judiciaire et les politiques touchant les enfants, l'éducation, le marché du travail et la fiscalité.
- Dans ce contexte, il y a des possibilités de prévenir la pauvreté.
- Toutefois, une pauvreté persistante exerce sur le système une pression qui engendre des coûts supplémentaires

9 BESOINS ESSENTIELS RECONNUS PAR LE GOUVERNEMENT

Essentiel = Nécessaire, indispensable (dictionnaire Petit Larousse)
 « Si pas couvert, je ne peux pas vivre »

Selon vous quel montant par mois, faut-il pour répondre à ces besoins?
 À votre avis, est-ce que le gouvernement a oublié des besoins? Si oui, lesquels?

BESOINS	\$\$\$ / MOIS
1. Alimentation / épicerie 	
2. Logement /électricité /taxes 	
3. Entretien ménager 	
4. Soins personnels /santé 	
5. Communications 	
6. Habillement 	
7. Ameublement 	
8. Transport  	
9. Loisirs / culture / relations sociales 	
TOTAL : PAR MOIS	

AIDES FINANCIÈRES PROVINCIALES

ASSURANCE ET AIDES FINANCIÈRES DU FÉDÉRAL

AIDE SOCIALE	SOLIDARITÉ SOCIALE	AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES	SALAIRE MINIMUM	CHÔMAGE	PENSION DE VIEILLESSE
<p>610\$ / mois 7320\$ / an Personne habitant dans un logement subventionné ou recevant une allocation au logement</p> <p>630\$ / mois 7 560\$ / an Personne sans contrainte à l'emploi n'ayant pas de logement à prix modique ou d'allocation au logement</p> <p>ET ÉTANT À L'AIDE SOCIALE DEPUIS 6 MOIS</p> <p>740\$/mois 8 880\$/an Contrainte temporaire</p> <p>Gain de travail permis : 200\$: personne seule 300\$: famille</p>	<p>927\$/Mois 11 124\$/an Gain de travail permis : 100\$</p>	<p>1 062.83\$ / mois 12 754\$ / an</p> <p>MAXIMAL : Une personne seule n'ayant aucun revenu de travail et des parents travaillant au salaire minimum (aucune contribution parentale demandée) ne vivant plus sous leur toit</p> <p>PRÊT = 3 660\$ ▼ (ENDETTEMENT) Total bourse+prêt : 16 414\$/an</p> <p>Minimal : 0\$ = crédit</p> <p>ENDETTEMENT GARANTI</p>	<p>Montant en vigueur 1^{er} mai 2013 10,15\$</p> <p>1 099.58\$ / mois 13 195\$ / an</p> <p>En moyenne les personnes travaillant au salaire minimum font 25h/semaine 253.75\$ / semaine</p> <p>Prime au travail : montant maximum pour une personne seule 546.14\$ / année</p> <p>Revenu maximal pour avoir droit à la prime au travail pour une personne seule : 15 663,00 \$</p> <p>Au total 1 145.10\$/mois 13 741.14\$ / an</p>	<p>55% du revenu de travail Personne seule ayant travaillé au salaire minimum 25h/semaine 139,56\$/ semaines</p> <p>604.77\$ / mois 7 257.25\$ / année</p> <p>MAXIMAL : 501\$ / semaine 2 171\$ / mois 26 052\$/ an</p> <p>Dans les faits, aucun chômeur ne reçoit des prestations, durant un an. Le nombre de semaines de prestations varie en fonction de deux critères:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le taux de chômage régional 2. le nombre d'heures assurables accumulées <p>Les semaines de prestation varient entre 14 et 45 semaines.</p> <p>Revenu de travail permis : Depuis le 5 août 2012 : nouveau projet pilote l'objectif encouragé les chômeurs à travailler durant leur période de prestations. Un chômeur verra ses prestations coupées d'un montant équivalent à la moitié du revenu gagné dans la semaine.</p>	<p>Pension de vieillesse Montant en vigueur janvier 2014 montant minimal :</p> <p>551.54\$ / mois 6 618.48\$ / année</p> <p>Maximal : 1 299.40\$ / mois 15 592.80\$ / an ▼ 551.54\$ / mois + 747.86\$ /mois Supplément maximal de revenu garanti (SRG)</p>

^[1] Information venant d'Au bas de l'échelle

^[2] Information venant Mouvement autonome est solidaire des sans-emploi (MASSE)

⁴ Information site du gouvernement du Canada, <http://www.servicecanada.gc.ca/fra/psr/sv/pdf/sv-oas-rates-jan-mar-2013.pdf>



Le RSUG



Le FCPASQ et ses
membres portent ce
grand projet de
société, depuis 1996



Ce revenu est établi sur une base individuelle

- Chaque adulte de 18 ans et + d'une même famille aurait droit au même montant.
- C'est une question de respect de la dignité de tous et de toutes
- Un montant de base équivalent au seuil de faible revenu après impôt d'une personne seule établi à chaque année par Statistiques Canada pour une population de 500 000 et + (indexé annuellement)

Ce montant est évalué, pour 2010, à 18 759\$ / année soit 1563,25\$ / mois

Pourquoi le seuil de faible revenu ? Pourquoi pas la mesure du panier de consommation (MPC)?

- La MPC est une méthode de calcul du gouvernement du Québec pour la couverture des 9 besoins essentiels reconnu par celui-ci, selon le nombre de personne dans une famille

**Mais est-ce que la MPC couvre
réellement le 9 besoins essentiels?**



	2012 Seuil de revenu faible MPC			
Nombre de personnes dans l'unité familiale	1	2	3	4
	15 478\$	21 669.20	26 349.75	30 956\$

<u>Répartition 1 personne</u>	<u>mois</u>	<u>année</u>
Nourriture 28 %	361.15\$	4333.84\$
Vêtements 10 %	128.98\$	1547.80\$
Logement 31 %	399.85\$	4798.18\$
Transport 6 %	77.39\$	928.68\$
Autres* 25 %	322.46\$	3869.50\$
<u>TOTAL</u>	<u>12 89.83</u>	<u>15 478</u>
<u>Répartition 2 adultes + 2 enfants</u>	<u>Mois</u>	<u>Année</u>
Nourriture 28 %	722.31\$	8667.68\$
Vêtements 10 %	257.97\$	3095.60\$
Logement 31 %	799.70\$	9596.36\$
Transport 6 %	154.78\$	1857.36\$
Autres* 25 %	644.92\$	7739.00\$
<u>TOTAL</u>	<u>2 579.68</u>	<u>30 956.\$</u>

*AUTRES : ameublement, téléphone, fournitures scolaires, frais de garde, soins de santé dont les médicaments non assurés, hygiène personnelle, assurances, ...

Coût mensuel de transport

<u>Montréal OPUS:</u> 1 adulte : 77\$ 2 adultes : 154\$	<u>Laval OPUS :</u> 1 adulte : 151\$ 2 adultes : 302\$	<u>Votre municipalité ???</u>
--	---	--------------------------------------

Véritable redistribution de la richesse

- Des impôts dans une perspective de justice sociale, d'égalité et solidarité

Les économies envisagées

- Au Canada, la pauvreté coûte 25 milliards \$ / année (en coût direct et indirect)
En 2007, il aurait fallu pour que tout le monde puisse être juste au-dessus du seuil de pauvreté de 12,3 milliards de dollars
- 20% des coûts de MALADIE sont liés à la pauvreté
- Diminution de l'itinérance
(Un sans-abri de Calgary peut, «coûter» jusqu'à 42 000 \$ par année à un refuge. À Montréal, le projet chez soi a évalué le coût annuel à 53 000\$ par personne)
- Amoindrissement de la petite criminalité (prostitution de fin de mois, vol à l'étalage, vendeur de drogue...) et de la judiciarisation
(Interner une personne en prison ou dans un institut psychiatrique coûte environ 120 000 \$)
- Diminution importante des contrôles administratifs

Le revenu de base : un nouveau droit humain





**EN ROUTE
VERS UN RSUG**
...

Le RSUG est un enjeu politique



- Avez-vous le goût de pousser la réflexion plus loin, afin de mieux comprendre le RSUG?

De faire des ateliers d'éducation populaire sur le RSUG auprès de nos alliés?

D'intervenir dans les médias pour parler du RSUG?

De faire des pressions politiques auprès de nos décideurs pour un RSUG? D'en faire un véritable débat public

- De se mobiliser autour de ce projet de société? Durant la semaine de la dignité nous avons prévu ...